

**POUR L'ENSEIGNEMENT
PROFESSIONNEL PUBLIC**

**SNUEP
F.S.U**

Syndicat
National
Unitaire de
l'Enseignement
Professionnel

**Bulletin Académique N°15
12 décembre 2011**

<http://www.bordeaux.snuep.com/>

**26, rue Paul Mamert
33800 Bordeaux / 0556689891**

snuepaquitaine@gmail.com

N'ABDIQUONS PAS !

Après une semaine tout entière consacrée à la défense de l'enseignement professionnel public, il est temps de faire le point sur les temps forts de ces actions.

➡ **Lundi, mardi et mercredi** : le LP de Villeneuve sur Lot est en grève reconductible pour s'opposer à la fermeture ou à la réduction de structures de 5 sections. Le SNUEP-FSU est en première ligne (voir la revue de presse) D'autres établissements nous appellent pour nous faire part de leurs actions (L'Alba Bergerac, Ste Foy La Grande, EREA d'Eysines, Pau Baradat, Bayonne Paul Bert...)

➡ **Lundi et mardi** : l'équipe académique travaille sur la dernière Carte des Formations (constats, analyse des éléments de défense adressés par les établissements, recherches statistiques sur les offres d'emploi, les bassins de formation, l'aménagement du territoire et les besoins de service public...)

➡ **Mercredi** : rassemblement devant le Rectorat à l'initiative de l'Intersyndicale (SNUEP-FSU/SE-UNSA/CGT Educ'action/SGEN-CFDT) 70 collègues, **17 établissements représentés**. Un représentant de chacun d'entre-eux monte à l'audience pour défendre les revendications des collègues.

➡ **Jeudi** : Groupe de travail préparatoire au Comité technique et obtenu par l'action de l'Intersyndicale. Deux heures et demie de GT avec analyse de la situation de chacun des établissements. 3 responsables SNUEP sont dans la délégation FSU.

➡ **Vendredi** : Comité technique académique où le SNUEP est représenté par son Secrétaire académique. 5 heures de réunion, en grande partie consacrées à la Carte des Formations de l'enseignement pro !

Quelques points concernant notre participation au CT du 9 décembre

C'est la première fois où notre Secrétaire Académique participe au Conseil Technique Paritaire comme titulaire. C'est un moyen et un outil pour défendre l'enseignement professionnel public. Ci-dessous le résumé de quelques points **exposés par le SNUEP** pendant ce CT du 9 décembre 2011 :

1) Le taux de pression, qui représente le rapport entre le nombre de demandes (1^{er} vœux) et le nombre de places disponibles, est devenu un critère pour réduire ou supprimer des capacités d'accueil. Un taux de pression inférieur à 1 implique qu'il y a automatiquement des places vacantes. Si on prend par exemple le CAP Installations Sanitaires, ce facteur varie en fonction des zones géographiques (5,6 à Blanquefort ; 2,67 à Coulaures ; 1,75 à Villeneuve Sur lot et 1,42 à Blaye) et donc en fonction de la densité des populations ; plus celle-ci est faible, plus le taux de pression est faible, et les zones rurales se trouvent donc exposées plus que les autres à des réductions ou suppressions des capacités d'accueil ! **Le SNUEP-FSU demande, au contraire, le maintien de structures dans ces zones et le renforcement des filières qui permettent l'insertion professionnelle des élèves et la présence du Service public d'éducation sur l'ensemble du territoire.**

2) La promotion des établissements publics : nos établissements organisent plusieurs activités pour faire connaître les différentes formations et faciliter le choix aux jeunes qui optent pour la voie professionnelle. Mais il manque le soutien du Rectorat pour amplifier et optimiser le travail réalisé sur le terrain. Nous avons assisté à une série de publicités dans les radios pour l'apprentissage et rien pour le lycée professionnel public.

3) L'orientation des élèves : c'est un moment crucial pour les parents, et nous pensons que le système Affelnet doit être amélioré pour tenir compte de la motivation des élèves.

4) Etablissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) : il est important pour nous de noter le fonctionnement normal de ces établissements dans notre Académie. Au niveau des effectifs, tous ces établissements respectent la circulaire n° 95-127 du 1^{er} juin 1995, sauf... l'EREA de Pessac. C'était l'occasion pour nous d'insister sur le seuil de huit élèves par classe afin que les collègues puissent assurer leur mission.

Il reste le problème de recrutement de l'EREA d'Eysines. Le taux de pression est certes faible dans certaines sections, mais le projet de l'établissement actuel ne contient aucun élément sur la promotion et le recrutement des élèves. Et n'oublions pas que c'est un établissement d'enseignement **adapté**.

5) Les services à la personne : c'est un secteur qui se développe dans notre Académie et d'après l'INSEE notre Région aura besoins de 22000 «emplois d'ici 2020. En même temps, on observe la fermeture de Mentions Complémentaires Aide à Domicile, ce qui n'a aucun sens économique et social. Monsieur le Secrétaire Général nous a assuré qu'il prendra en compte les demandes de l'intersyndicale pour le maintien de quelques MC.

Commentaires du SNUEP-FSU sur la mobilisation

Chapeau tout d'abord aux collègues de Villeneuve dont l'action forte a permis de sauvegarder 3 sections sur 5 ! Ensuite, la présence de 17 établissements le mercredi a témoigné de la nécessité impérieuse d'une action sur la Carte. Enfin, le travail acharné en GT et en CT nous laisse des espoirs quant à l'obtention d'autres avancées sur les CAP, les MC Aide à domicile et un ou deux Bacs pros.

MAIS on est encore loin du compte ! Il demeure indispensable de poursuivre la mobilisation comme le font l'EREA d'Eysines et le LP Paul Bert. Rien n'est jamais perdu si l'on a la volonté de défendre avec force son outil de travail dans l'intérêt de tous. Chers collègues, n'abdiquons pas !

PS : Pour l'anecdote, le Snetaa-Fo a essayé de s'asseoir dans le nid du coucou... Bien sûr qu'à Villeneuve ou à l'Alba, vous lirez que ce n'est que grâce à lui s'il y a eu de fortes avancées... Et s'il y a eu un GT aussi... Sauf qu'il était contre pour le demander, s'étant retiré de l'Intersyndicale !!! Bon, la ficelle est un peu grosse mais elle ne trompe plus personne !

Évaluation des enseignants : notre métier est menacé !

Tous les enseignants avanceraient à l'ancienneté mais le chef d'établissement aurait le pouvoir de distribuer, à certains, des mois d'accélération de carrière. Deux choses sont sûres, d'ores et déjà :

- 1) la pédagogie n'a plus de valeur,
- 2) tous les personnels ne seront pas méritants, puisqu'il est prévu un contingentement des promotions à distribuer en fonction d'interprétations et de critères « très locaux » et très « aléatoires » ! On n'imagine pas sans frémir le climat délétère qui pourrait alors s'installer dans les établissements.

**C'est pourquoi nous appelons à la grève
Le jeudi 15 décembre !**

Signez la pétition <http://retraitduprojetevaluation.net/>

Grand succès : à l'heure où nous écrivons ces lignes, il y a **59 538 signatures électroniques enregistrées depuis le 21 novembre 2011**

Que « dieu » sauvegarde l'apprentissage... !

Nicolas Sarkozy a annoncé vendredi 25 novembre la prorogation pour six mois des aides aux entreprises qui embauchent des jeunes en alternance, *"notamment le dispositif zéro charge"*, lors d'une réception à l'Élysée en l'honneur des "Meilleurs ouvriers de France".

Le "dispositif zéro charge" avait déjà été prolongé de six mois en avril par Xavier Bertrand, alors ministre du travail.

Congé de Formation professionnelle

Les candidats devront saisir leur demande via l'application CONFOR, imprimer le dossier de candidature, le faire viser par l'autorité dont ils relèvent et la transmettre par la voie hiérarchique à la DEPAT 3 dans les délais impartis avec les pièces justificatives demandées. Inscription sur le site du 13/12 au 31 janvier:

<http://portailrh.ac-bordeaux.fr/confor/>

Circulaire DRH/DEPAT 3 n°2011-48 à affichage obligatoire.

Jean-Louis Auduc, Directeur adjoint IUFM de Créteil s'exprime dans le Café pédagogique sur les oubliés de la « Masterisation » et « le développement de l'apprentissage » (9/12)

« Au total, cette poussée des formations professionnelles et technologiques (NDLR : vers le supérieur) permet en 2009 que 46,4% des jeunes d'une classe d'âge sont titulaires d'au moins un diplôme de l'enseignement supérieur (53,8% pour les femmes et 39% pour les garçons).

On peut donc dès lors se demander, quand on se rappelle que les enseignants de ces filières ont été les grands oubliés de la masterisation, pourquoi, face aux attaques contre cette voie incontestable de promotion sociale qui permet la réussite de nombreux jeunes, il y a une telle absence de ripostes et de réflexions ? Est-ce parce que les enseignants, les décideurs, ceux qui écrivent ou qui parlent dans les médias n'y scolarisent pas leurs enfants ?

Pourquoi le monde universitaire laisse-t-il se développer le privé marchand et l'apprentissage sans proposer des perspectives à la hauteur du nombre de bacheliers concernés ? Pourquoi tant de réticences à dire qu'aujourd'hui un diplôme du supérieur sur deux (comme les bacheliers) vient de ces filières et continuer dans une démarche élitiste à ne diffuser des chiffres de diplômés du supérieur qui ne concernent que les voies universitaires générales ?

L'enjeu des qualifications professionnelles supérieures est décisif pour le développement économique futur d'un pays. Il est indispensable qu'il figure au premier plan des préoccupations de ceux qui exercent ou qui veulent exercer le pouvoir et qu'ils ne se contentent pas de mener un débat sur la liaison secondaire-supérieur qui ne concerne que les formations traditionnelles. »

N.D.L.R : même remarque pour le privé et le marchand dans nos formations initiales...

La Dépêche du midi, mercredi 7 décembre : Les professeurs du LP Couffignal (NDLR : de Villeneuve/Lot), qui se battent contre les menaces de suppressions de réductions de plusieurs sections, poursuivent leur mouvement de grève. «Il y a peut-être des avancées, on l'espère sur le bac pro maçon et gros œuvre», explique Thierry Larue, responsable SNUEP-FSU. Une délégation des enseignants du LP a été manifestée, hier, à Bordeaux. Une autre délégation devait être reçue par le secrétaire général du rectorat. «Nous aurons ainsi toutes les informations. Nous verrons si nous obtenons la confirmation des avancées, poursuit Thierry Larue. Nous tiendrons une nouvelle assemblée générale ce jeudi matin 8 décembre (aujourd'hui, n.d.l.r.) au cours de laquelle nous prendrons la décision de reprendre le travail ou pas». Le député-maire Jérôme Cahuzac a adressé une lettre au recteur d'académie: «... Vous envisagez de fermer la filière gros œuvre au niveau bac pro. Aujourd'hui, toutes les études menées par les organisations professionnelles convergent pour souligner que les deux tiers des ouvriers du bâtiment, faiblement qualifiés, travaillent dans le gros œuvre et que les profils les plus recherchés concernent notamment cette spécialité. On sait également que l'offre de formation dans le secteur de la construction est déficitaire sur le département de Lot-et-Garonne et plus particulièrement sur l'arrondissement de Villeneuve-sur-Lot. Vous proposez par ailleurs de fermer le recrutement en bac pro ouvrages du bâtiment aluminium, verre et matériaux de synthèse, au regard de la baisse continue des effectifs. Cette tendance pourrait rapidement être inversée grâce à une meilleure information des publics et un travail mené avec le service de l'orientation. Une diminution de l'offre de formation serait enfin programmée pour la seconde et la première bac pro technicien étude en bâtiment. Avec ces modifications, le lycée, qui totalise 20,5 divisions, en perdrait alors 4,5, ce qui n'est pas acceptable. Le redéploiement de moyens budgétaires ne peut se faire à l'encontre de formations dans des secteurs où les entreprises connaissent des difficultés d'embauche. Il serait contraire à l'intérêt des jeunes en recherche d'une insertion professionnelle réussie. Aussi, je vous demanderais de bien vouloir renoncer à ces suppressions de filière et à ces réductions de sections...».

La Dépêche du midi, jeudi 8 décembre : La grève s'est achevée hier matin au lycée Couffignal. L'assemblée générale quotidienne des personnels grévistes a conclu, à l'unanimité, à la reprise du travail. Les professeurs ont donc repris les cours avec les élèves présents et l'administration de l'établissement a prévenu les élèves absents de ce retour à la normale après une semaine de mobilisation. Une mobilisation jugée exceptionnelle par les personnels grévistes. Thierry Larue, responsable SNUEP-FSU au Lycée Louis-Couffignal, saluait la capacité de réaction au sein de l'établissement, « Nous avons réagi très vite et très fort. Mais on a reçu aussi le soutien de beaucoup de monde à Villeneuve, des parents d'élèves, des élus et d'une part importante de la population ». Des Villeneuvois qui ne comprenaient pas pourquoi un sort aussi délicat était réservé à un établissement qui forme des jeunes pour un monde professionnel demandeur de main-d'œuvre formée. Hier, la grève a pris fin, à la suite des retours d'information venus du rectorat. « On a obtenu gain de cause sur l'essentiel des craintes que nous avons : le Bac pro maçonnerie est maintenu ; pas de réduction à une demi-section pour le Bac pro étude du bâtiment, idem pour le CAP électrotechnique ».